

École des Hautes Études en Sciences Sociales

Projet de thèse :

Les collectifs autonomes : une nouvelle catégorie de l'action collective ?

École doctorale 286

Formation doctorale : Territoires, Sociétés, Développement

Sylvain PICARD

Sous la direction de Mme Catherine NEVEU

Projet de thèse

Mon projet de thèse propose de tester la validité d'une nouvelle catégorie de l'action collective et des mobilisations : les collectifs autonomes. Après avoir contextualisé l'émergence de cette potentielle nouvelle catégorie et exposé ma problématique, je détaille les quatre axes de recherche qui guideront mon travail tout au long de cette thèse. S'en suit une brève présentation des terrains et dispositifs de recherche envisagés, puis l'explicitation de la méthodologie employée et le calendrier prévisionnel. Ce projet contient également une bibliographie indicative.

Introduction

La catégorie des « nouveaux mouvements sociaux » est contestée (Cefaï 2007). Mais il semble que l'action collective prend aujourd'hui un nouveau visage : les petits collectifs autonomes. Des groupes de personnes se constituent ainsi de manière informelle, sous forme associative ou coopérative selon leurs besoins, afin de développer une ou plusieurs activités de manière collective. Une multitude de petits groupes d'une dizaine ou d'une quinzaine de personnes se mobilisent pour reprendre la gestion d'un café ou d'une épicerie dans un petit village, se mettent à créer des animations d'éducation à l'environnement, des programmes d'enseignement dans des collèges, à monter une cuisine itinérante, à faire de l'architecture et de l'urbanisme dans des quartiers populaires ou encore de la recherche dans leurs territoires. Ces collectifs poursuivent un objectif de transformation sociale qu'ils construisent au jour-le-jour, en pratiquant leur activité qui devrait modifier le rapport à soi (provoquer une émancipation), les rapports sociaux et les rapports à l'environnement.

Pour comprendre ces collectifs il faut s'intéresser aux principes politiques qui les animent et à la manière qu'ils ont de les mettre en œuvre. Cette articulation est nécessaire pour saisir l'inédit de leur position et de leur posture dans la société. L'égalité importance de l'activité et de la réflexivité les amène à développer une ingénierie et une expertise collective pour agir de manière la plus cohérente possible avec les valeurs qu'ils portent. Ce constat les place aussi dans de véritables situations de recherche-action où sont conjointement produits savoir et action. L'ensemble de ces éléments ouvrent des axes de recherches pluridisciplinaires afin de caractériser ce qui semble apparaître comme une nouvelle catégorie de mobilisation et de culture politique.

L'installation de ces collectifs ne résulte pas de l'application de manifestes, et leur culture politique ne se borne pas à une idéologie (Marx et Engels 1932), une hégémonie (Hoare et Sperber 2013) ou une doxa (Bourdieu 1994, 1997). Ils ne constituent pas des phalanstères du XIX^{ème} (Ferraton 2007), des communautés anarchistes du début du XX^{ème} (Steiner 2016), ou des communautés des années 1970 (Poignant 2015) qui souhaitent créer un autre monde, meilleur, mais à part et isolé du reste de la société. Et pourtant ce n'est pas parce qu'ils ne s'isolent pas complètement qu'ils ne réinventent pas des façons de vivre et de travailler.

Si l'on retrouve chez eux des éléments des théories libertaires, égalitaires et autogestionnaires, il n'en demeure pas moins que ces compositions intellectuelles sont d'une part inédites, d'autre part tournées vers le réalisme. En effet la mise en œuvre expérimentale des formes pensées du politique implique qu'elles soient opérationnelles. Cependant il est tout de même intéressant d'inscrire l'imaginaire politique de ces collectifs dans une histoire longue de la pensée de la transformation sociale pour en saisir ce qui peut être considéré comme nouveau.

Le concept d'autonomie de Cornélius Castoriadis a récemment fait l'objet d'une publication en regard des grands défis contemporains (Cervera-Marzal et Fabri 2015). Cependant il apparaît de moins en moins praticable tant les situations de dépendance et d'interdépendance se multiplient dans tous les domaines (économique, politique, social, écologique) et à toutes les échelles (individu, collectifs ; local, national, global). Les collectifs qui ne cherchent pas à vivre en autarcie, sont au contact des institutions (communes, régions, Europe, mais aussi Pôle Emploi, DRAC¹, universités, ...) et évoluent en interdépendance avec elles de manière quotidienne. Un premier paradoxe tient à la

1 Direction Régionale des Affaires Culturelles

Projet de thèse

conception que les collectifs se font de leur autonomie politique et économique vis-à-vis des institutions, en regard de leur apparente dépendance.

Parallèlement les pratiques autogestionnaires se réactualisent dans la pensée des communs (Ostrom et Baechler 2010; Rifkin, Chemla, et Chemla 2014; Coriat et Bauwens 2015) et du commun (Negri et Hardt 2012; Dardot et Laval 2014). Le commun induit la réappropriation d'usages, de ressources ou de moyens de productions, par les personnes concernées ainsi que la soustraction de leur gestion, voire leur opposition (Nicolas-Le Strat 2016), aux logiques privée issue du marché et publique issue de l'État. Cette gestion collective, ou commune, se traduit par l'application de principes d'égalité et de démocratie radicale. Effectivement les collectifs créent des formes d'auto-gouvernement en se référant à de tels principes (Picard 2015). Cependant un deuxième paradoxe réside dans le fait que dans leurs discours apparaît également l'opposition à l'État et au marché, mais que leurs activités s'inscrivent souvent dans l'une et l'autre de ces institutions ; dans des dispositifs d'intervention (sociale, culturelle, artistique, économique, écologique, développement local, ...) et sur un marché de biens et services (hôtellerie, restauration, événementiel, animation, mais aussi architecture, urbanisme, recherche, enseignement). Si l'on écarte l'idée selon laquelle ces collectifs font l'inverse de ce qu'ils pensent ou disent, il s'agit alors d'essayer d'explicitier l'imaginaire politique qui pourrait résoudre ces paradoxes.

La nouveauté viendrait apparemment d'une pensée politique plus souple mais aussi et surtout, de la mise en application des principes portés par les collectifs au sein de leur propre organisation qui fonctionne souvent comme des laboratoires.

En effet ces collectifs agissent par projets et par expérimentations (Nicolas-Le Strat 2007, 2009). Ils sont donc en prise avec l'application concrète des principes politiques qui les animent. Comme ils ont une activité réflexive intense ils mettent en pratique leurs idées et intellectualisent leurs pratiques à l'occasion de chacune des expériences menées (Nicolas-Le Strat 2014).

Cette intellectualisation et théorisation de la pratique – et vice versa – peut être illustrée en se référant à des ouvrages de membres de collectifs qui sont considérés comme des ouvrages universitaires (Vercauteren, Müller, et Crabbé 2011; Delprat 2013; Collectif Mauvaise Troupe 2014). Cette caractéristique des collectifs aura deux conséquences :

La première c'est que les collectifs développent et utilisent tout un arsenal d'outils variés pour structurer leur fonctionnement coopératif. De modes de régulations de la prise de parole en réunion aux outils collaboratifs en ligne en passant par les outils de l'éducation populaire et politique, les membres de ces collectifs technicisent et médiatisent grandement leurs relations internes. Ce sont à la fois les relations classiques qui sont instrumentées (rapports de pouvoir, situation de vulnérabilité, ...) à la fois les relations en rapport avec l'activité (formation, transmission, accueil, ...).

La seconde conséquence c'est que les collectifs peuvent être déjà en situation de recherche-action au moment où arrive un chercheur. Cela impacte forcément la position et la posture de qui souhaite les étudier. Les négociations pour permettre de mettre en place une activité de recherche peuvent donner lieu à des droits de regards, de contrôle, de censure dans le pire des cas. Mais pour le chercheur c'est aussi l'occasion de tenter de créer un acteur-chercheur-collectif (Bonny 2014; Souchard et Bonny 2015; Les chercheurs ignorants 2015) et de se trouver au beau milieu de sites de problématisation (Callon 2008) et de véritables situations de coproductions de savoir.

Mon projet de thèse vise à documenter de manière impliquée certaines de ces expériences collectives et à tester la validité de la catégorie « collectif autonome ». Décrire ces cultures politiques c'est essayer de comprendre quelles sont les transformations sociales que les collectifs tentent d'impulser tout autant qu'étudier ce qu'ils proposent concrètement comme forme d'organisation. Qui sont ces collectifs ? Leur existence est-elle pérenne ? Quel est leur modèle de pensée ? Comment tentent-ils de mettre en application des principes généraux et abstraits ? En quoi contribuent-ils à

renouveler la pensée du changement social ? À renouveler les cadres d'analyse des sciences sociales sur ces objets ?

Je propose de répondre à ces questions à travers quatre axes de recherche : 1) Quel est le modèle économique des collectifs ? Quelles places y tiennent les attributs et les trajectoires individuelles ? 2) De quelle nature sont les outils, les instruments et les techniques qu'ils créent et utilisent pour structurer leur organisation en fonction de leurs principes politiques ? 3) Quel est l'apport singulier de la production collective de savoir et d'action situés et impliqués ? 4) Quel est l'effet de l'action des collectifs sur la modification des rapports que les personnes entretiennent à elles-mêmes, aux autres, à l'environnement ?

Axe 1 : Le modèle économique des collectifs : entre précarité et interdépendances, un modèle pérenne ?

Aucun de ces collectifs n'est indépendant financièrement et tous apparaissent fragiles économiquement. Leurs membres, précaires, semblent utiliser toutes les ressources qui sont à leur portée, même celles qui pourraient apparaître contraire à leurs logiques : dispositif du service civique, emplois subventionnés, statut d'auto-entrepreneur, revenus de transferts, héritages ou aides familiales, subventions publiques, financements privés. Plutôt que de penser que les collectifs retombent dans les pièges de l'économie de marché, tirent profit d'engagement volontaires ou militants et reproduisent des mécanismes de domination au travail (Dussuet et Flahault 2010), ou encore de penser que seules les personnes qui ont un héritage (capitalistique, culturel et social) peuvent s'engager dans ces aventures, il s'agit de changer de paradigme en s'émancipant des concepts et du vocabulaire de l'économie de marché et du libéralisme d'un côté, de l'État social de l'autre.

Pour étudier ces collectifs il faut repenser les cadres théoriques d'analyse du secteur associatif, et plus généralement de tout le champ de recherche sur l'économie sociale et solidaire, tant en terme de financement (Tchernonog 2012), que d'analyse du travail, de la professionnalisation et du bénévolat (Archambault 2002).

Les membres de ces collectifs sont en situations de précarité ; lieux où s'exercent un ensemble de rapports de dominations mais aussi d'où peuvent émerger une formidable créativité coopérative et de solidarité, amenant à une reprise de pouvoir des précaires sur leur propre vie (Cingolani 2014).

Ils ne sont ni vraiment victimes, ni vraiment profiteurs, et en même temps les deux à la fois ; les membres des collectifs revendiquent leur droit à user de ces ressources (qu'elles proviennent de la sphère publique ou privée) d'une part, parce qu'ils estiment que c'est une contrepartie de l'action publique qu'ils mettent en place, d'autre part parce qu'ils essaient de capter la ressource la plus disponible (en terme de temps, de contrepartie, de contrôle, ...) là où elle se trouve.

L'innovation tient à démontrer que ces collectifs composés de précaires, ne reprennent pas uniquement du pouvoir sur leur propre vie, mais aussi sur les institutions politiques et administratives locales qui les gouvernent eux, mais surtout leur activité et leur territoire.

Si pendant longtemps l'État et le marché ont réussi à instrumentaliser les mouvements militants et les engagements volontaires dans le monde associatif (Brun 2002), il semble que les cartes ont changé et que les collectifs s'attellent à une instrumentalisation réciproque² profitant de la libéralisation du marché et des politiques publiques.

Dans cet axe je m'attacherai à caractériser socio-économiquement les membres de ces collectifs et les constructions économiques qu'ils mettent en place. Quelles ressources et comment les captent-ils ? Comment sont-elles (re-)distribuées ?

2 2017 : Article : *L'instrumentalisation réciproque comme stratégie d'action, de l'acte architectural à une architecture en acte*, Étienne Delprat & Sylvain Picard, à paraître. Cet article est rédigé à partir d'une analyse comparative de deux résidences du collectif YA+K.

Axe 2 : Principes politiques d'autonomie, de démocratie radicale, de liberté et d'égalité : une fois énoncés, comment les mettre en œuvre ?

L'outillage et l'instrumentation de l'activité des collectifs proviennent de deux de leurs attributs : une forte politisation et une grande réflexivité qui les mènent à évaluer et optimiser l'action au regard des idées.

Sans courir après une horizontalité parfaite, considérée comme paralysante, édulcorée et de toute façon inatteignable, les collectifs conscientisent et organisent les rapports de pouvoir qui les traversent eux et leurs dispositifs. Une attention particulière est donnée également à la division du travail et à la répartition des tâches parce qu'il est considéré que ce sont des lieux où les rapports de genre, mais aussi les autres formes de domination, ont tendance à se réinstaller facilement et rapidement³. Pour cela ils développent des méthodes (Vercauteren, Müller, et Crabbé 2011) de prise de décision, de délibération, pour optimiser en pratique les processus démocratiques, l'égalité entre tous et les libertés de chacun.

Ici ce sont bien des questions de gouvernance (Theys 2002) qu'il s'agit, et surtout de l'ensemble des techniques utilisées en soutien à celle-ci. Dans cet axe je chercherai à répondre à des questions en apparence assez simples : Quels outils, quelles méthodes et quels gardes-fous utilisent les collectifs ? Les créent-ils et comment ? Sont-ils efficaces ?

Mais comment qualifier et classer des outils aussi différents qu'un tutoriel à un poste de travail, une règle de régulation de la prise de parole en réunion et un espace collaboratif en ligne ? Il serait aussi possible d'y ajouter une structure juridique, un dispositif de réinsertion de l'État, ...

Le problème est de réussir à clarifier les distinctions entre les notions d'outils (Feller, Turret, et Schlienger 2004), d'instruments (Lascoumes et Le Galès 2004) et d'artefacts (Béguin et Rabardel 2000), mais aussi de techniques (Simondon 1958), de technologies (Callon et Latour 2013; Strum et Latour 2013) et de dispositifs (Foucault 1975; Foucault 1976), en effet certaines de ces définitions s'excluent mutuellement alors que d'autres se recouvrent ; à tel point que certains auteurs classent tout sous la notion d'instrument (Rabardel 1999).

Il s'agira alors de mettre à l'épreuve des pratiques collectives ces catégories afin de dégager éventuellement un cadre d'analyse pour ces organisations.

Construire ce cadre nécessitera également de se pencher sur la dimension cognitive des outils. Ceux-ci étant emprunts de schèmes sociaux et de schèmes d'utilisation en fonction du contexte de leur genèse (Béguin et Rabardel 2000) il faudra ici aussi s'attacher à les analyser en fonction des valeurs politiques des collectifs, ainsi que des objectifs pour lesquels ils sont mis en place. Dans cette dynamique de genèse (Rabardel 1995) une attention particulière sera portée sur les phénomènes de catachrèse (Favre 1970) ; le fait d'utiliser un outil pour autre chose que ce pour quoi il est créé.

Pour en revenir aux collectifs, tout ce temps qu'ils passent à penser l'activité, qui fait en réalité partie intégrante de l'activité, ouvre des questionnements quant à la place de la productivité donnée dans la société baignée dans une idéologie néo-libérale. Cet axe de recherche croise à la fois le précédent car cette question est intimement liée au modèle économique développé et à sa pérennité, à la fois le suivant car il ouvre la voie à l'activité de coproduction conjointe de savoir et d'action.

Axe 3 : La coproduction conjointe des savoirs et de l'action : quel est l'apport des savoirs démocratiques ?

Parmi les principes d'action de ces collectifs, il en est un sûrement plus singulier que les autres. C'est le fait qu'au-delà de la réflexivité, ils produisent du savoir, des connaissances et des compétences sur les activités qu'ils mènent y compris dans des champs disciplinaires institués. Résultant encore une

3 Il est possible ici de se référer à la littérature développée par les auteurs du *care*.

fois de la mise en pratiques d'idéaux politiques relatifs à l'égalité (Rancière 1987, 2012), à la démocratie (Stengers 2002; Stengers et James 2013; Callon 2008) et au commun (Nicolas-Le Strat 2016), la production de savoirs se réalise collectivement. Comme il y a un partage principal de la compétence, autrement dit la « *compétence de n'importe qui* » (Rancière 2012), dans ces collectifs de manière analogue au reste de l'activité, la réflexivité est produite communément.

J'ai déjà essayé de montrer les formes que peuvent prendre ces processus, les changements de postures et de positions des chercheurs dans ces conditions et essayé d'amorcer une discussion épistémologique sur les fondements sur lesquels les savoirs ainsi produits s'appuient (Picard 2016). Il apparaît que ces pratiques contribuent à cultiver l'écologie (Citton 2014), ou l'écophilosophie (Guattari 1989; Guattari et Nadaud 2014), dans laquelle baignent les collectifs en produisant un ensemble de savoirs, savoir-faire et savoir-être qui donnent sens à l'expérience.

Le travail qui reste à faire dans ce domaine est immense comme en témoigne la diversité de points de vue scientifiques sur les situations de coproduction, l'étendue du vocabulaire utilisé pour décrire ces situations, les typologies qui se développent et le fait que toutes les sciences notamment sociales⁴ et environnementales⁵ sont impactées par la montée en puissance des phénomènes participatifs, collaboratifs et interdisciplinaires. Si des travaux commencent à apparaître sur la nature et la légitimité des savoirs démocratiquement produits dans le champs des sciences humaines et sociales (Nez 2011), il reste encore à alimenter ces réflexions. Plus particulièrement, il semble intéressant de poser la question de l'apport et de l'intérêt, au-delà du caractère strictement démocratique et participatif déjà largement documenté, de ces savoirs co-construits.

Font-ils l'objet d'une appropriation individuelle par l'ensemble des concernés ? Traversent-ils plus aisément les champs disciplinaires, les institutions ? Les retrouvent-on dans l'élaboration des politiques publiques sociales ou de la nature ? Sont-ils plus pertinents pour agir ? Les savoirs démocratiques sont-ils plus émancipateurs que les autres ?

Ces formes de coproduction ouvrent des questions épistémologiques quant aux différentes manières de faire de la recherche, en évitant le piège de les considérer comme concurrentes. Il s'agira tout de même de s'interroger sur la rencontre entre ces pratiques et celles des institutions académiques ainsi que sur les rapports qu'elles entretiennent mutuellement.

Mon travail de recherche continuera à documenter ces processus et les insérera encore une fois dans la perspective des collectifs d'opérer une transformation sociale.

Axe 4 : Un objectif de transformation sociale : évaluer l'action de ces collectifs

À part dans le cadre d'événements objectivables (comme la participation d'un collectif à la mise en œuvre d'une politique publique ; la mise en œuvre d'une médiation ; ou encore le lancement d'une mobilisation contestataire), il semble difficile d'isoler une variable telle que l'installation ou l'action au jour-le-jour des collectifs dans un contexte donné. Comment évaluer alors l'impact qu'ils peuvent avoir sur le rapport à soi (une émancipation), sur les rapports aux autres (les rapports sociaux) ou sur les rapports que l'on entretient à notre environnement, si l'on considère que ce sont les trois échelles de rapports à modifier pour élaborer une transformation sociale ?

Dans le cas d'événements objectivables et évaluables, le cadre d'analyse mobilisé sera celui de la sociologie des politiques publiques qui analyse quand et comment naissent les transformations et les changements de référentiels, par quels protagonistes ils arrivent, dans quels calendriers, et au profit et au détriment de qui ils opèrent.

4 Colloque du GIS démocratie et participation : « Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques » 26, 27 et 28 janvier 2017 à la MSH Paris Nord à Saint-Denis.

5 Séminaire « Penser, organiser, animer et valoriser l'interdisciplinarité entre écologie et sciences humaines et sociales », IRSTEA Grenoble Du 13/03/2017 au 14/03/2017.

Projet de thèse

Dans le cas où il ne se passera rien de tel, analyser les effets de l'activité diffuse des collectifs sur les fonctionnements sociaux semble être un exercice périlleux.

L'idée est d'essayer d'évaluer ces trois registres à partir du récit que les personnes en contact avec ces collectifs pourront en faire. À travers la parole des membres des collectifs (avec tous les statuts possibles et imaginables), des usagers, clients, bénéficiaires, fournisseurs, partenaires, institutions, il sera possible, malgré la part de fiction inhérente au récit (Marin 2011), d'esquisser le concours de l'activité collective à l'éventuelle modification ou transformation opérée, ressentie, ou simplement mentionnée. Le fait de balayer un échantillon très large et diversifié de personnes assurera un regard sinon objectif, suffisamment pluriel pour ne pas tomber dans les pièges de l'autosatisfaction d'un côté ou du lynchage de l'autre. L'hétérogénéité des discours et des auteurs permettra aussi de broser le paysage des représentations et des imaginaires que véhiculent bon gré, mal gré, ces collectifs.

L'intérêt de l'usage du récit est qu'il permet et invite à une conscientisation par le retour sur expérience (de Gaulejac et Legrand 2010), il alimente la pensée autant qu'elle le structure, et qu'il permet aussi de créer du *storytelling* (Citton 2010) contribuant aussi à la transformation sociale.

L'analyse des récits se fera par entrée catégorielle en fonction de l'échelle à laquelle intervient la perception de la transformation, pour soi personnellement, pour tous, en rapport avec un espace, un territoire, etc. Elle se fera aussi en fonction de la temporalité d'intervention du changement, est-il pérenne, régulier, occasionnel ? Entre-t-il subrepticement dans le quotidien (de Certeau, 1980; de Certeau, 1990) ou surgit-il de manière événementielle ?

Terrains / dispositifs

Pour répondre aux questions soulevées dans les quatre grands axes de recherche, je m'intéresserai à trois collectifs travaillant dans des environnements socio-économiques et écologiques différents. Pour le moment tous trois sont organisés en structure associative.

Le premier dispositif est l'association « L'Autruche » qui est en charge de la gestion d'une auberge communale, « Le Relais Montagnard », dans un fond de vallée des Pyrénées Ariégeoises, depuis le mois de mai 2014. Les activités du Relais comprennent un bar, une épicerie d'appoint, un restaurant et de l'hébergement en dortoirs principalement pour les randonneurs du GR 10. L'association promeut également un développement économique et culturel de la vallée, pour cela elle propose beaucoup d'animations au Relais (concerts, théâtre, conférences, ateliers d'artisanat, ateliers créations, etc.), de services de proximité à prix libre (machine à laver, douches, accès internet, imprimantes, ...) mais elle met également en œuvre des projets plus lourds, comme la création d'une cantine scolaire.

Le deuxième est l'association « Dissonances », un institut associatif qui a été créé en deux temps entre Juin et Novembre 2015. Cet Institut regroupe des activités de recherche, d'enseignement, d'intervention, d'animation et de médiation dans les domaines des sciences sociales et environnementales à travers l'utilisation d'outils issus de l'éducation populaire et du théâtre. Dissonances travaille des thèmes variés (rapport de genre, dynamiques collectives, écologie d'un territoire, coopération scientifique ...) mais toujours dans un souci d'émancipation individuelle et collective et en mettant l'accent sur la coproduction des savoirs.

Enfin le troisième est le collectif « YA+K » composé d'urbanistes, d'architectes et d'artistes, il est installé à Bagnolet (93) depuis 2014. Il développe des activités architecturales et urbanistiques, en travaillant beaucoup sur l'aménagement éphémère des espaces publics et mène une réflexion sur les usages que tout un chacun fait de ces espaces. Il promeut aussi le DIY et le DIT (do it together) en publiant des manuels de production de mobilier pour l'espace public. En 2016 il a été retenu pour une résidence courte à Avranches (50) en partenariat avec Territoires Pionniers, la maison d'architecture de Basse Normandie. Les activités de ce collectif ont été récompensées en 2016 au Palmarès des jeunes urbanistes.

Projet de thèse

Le choix de ces terrains résulte de plusieurs contraintes et avantages. Tout d'abord j'ai une antériorité de travail avec chacune de ces structures. En effet, investir ce genre de collectif pour mener une recherche nécessite un temps long d'acclimatation et de mise en confiance réciproque (Picard 2016).

Ensuite je suis partie prenante et cofondateur de l'Autruche et de Dissonances, alors que je suis chercheur invité dans le collectif YA+K. Le risque que peut représenter le fait d'être absorbé et enseveli dans le terrain nécessite donc de recourir au comparatisme tant sur le fond des questions abordées dans la thèse que sur la forme que la recherche prendra en fonction des situations dans lesquelles je serai pris. Une garantie et un garde-fou précieux qui me permettront de mettre à l'épreuve ma posture dans chacun de ces collectifs.

Enfin, ces trois collectifs travaillent dans des territoires qui offrent une grande diversité : banlieue du Nord-Est Parisien très urbanisée, île vendéenne touristique, vallée des Pyrénées Ariégeoises en déclin. Mais derrière ces apparences se cachent en fait beaucoup de similitudes. Les questions de l'accessibilité de ces lieux en transport en commun, de la manière de les habiter, d'y travailler, de l'écologie environnementale, de les (dé-)urbaniser, de leur identité, etc. sont toutes aussi fortes et structurantes à chacun de ces endroits, même si elles s'expriment dans des termes différents.

Méthodologie :

Mon projet de thèse propose avant tout une analyse comparative dans le temps et dans l'espace des trois collectifs brièvement présentés. Ils ont suffisamment de fondamentaux en commun et de différences pour que les comparaisons sur les questions politiques, économiques et organisationnelles soient intéressantes et réalisables.

La comparaison reposera sur trois études de cas très similaires (Przeworski et Teune 1982) réalisées simultanément. Elle s'étendra d'une minimisation des différences afin de tester la validité de la catégorie « collectif autonome », vers une maximisation pour en tirer les fondements (Glaser et Strauss 1967). Les comparaisons porteront tout à la fois sur l'écart entre ce que les collectifs auraient du être et ce qu'ils sont (Vigour 2005) et, sur les collectifs entre eux. Une attention particulière sera portée à la traduction, et au risque de biais culturel en matière d'idéaux politiques en passant d'un collectif à un autre, d'autant que je suis moi-même fondateur de deux d'entre-eux. Des dispositifs de mise l'épreuve réciproque des savoirs et des interprétations seront mis en place dans et hors du cadre de la direction de thèse afin de me prémunir de ces risques. De plus la distance avec l'objet dans le troisième collectif pourra être utilisée comme cas témoins, et comme analyseur des deux autres dans l'éventualité d'obtentions de résultats très différents.

S'il n'existe pour le moment que peu de travaux académiques strictement sur cet objet des collectifs autonomes, il est possible d'en retrouver des traces tout de même dans beaucoup de champs disciplinaires. Les études politiques s'intéressent à la notion de gouvernance et à la participation (Eynaud, Juan, et Mourey 2015) ; la sociologie politique aux questions de capacitation, du commun et de construction de contre pouvoir (Nez 2011 ; Nicolas-Le Strat 2007, 2009, 2014, 2016) ; la sociologie des politiques publiques et de l'intervention sociale aux notions de constructions des problèmes publiques (Noël 2012) et aux situations de coproduction (Bonny 2014; Souchard et Bonny 2015) ; la philosophie des sciences et la sociologie de l'expertise à la remise en cause de la légitimité scientifique dans l'espace démocratique (Muniesa et Callon 2008; Stengers 2002; Stengers et James 2013). La sociologie et l'anthropologie de l'action collective et des mouvements sociaux commencent à aborder ces collectifs dans leurs études mais sans réellement les caractériser et les ancrer dans une histoire (Cefaï 2007). En géographie, sociologie du foncier agricole, ou anthropologie du patrimoine⁶

6 Séminaire « Expériences de l'anticapitalisme II. Ontologies et épistémologies », organisé par Noël Barbe conseiller pour l'ethnologie au ministère de la Culture (IIAC-LAHIC) et Jean-Louis Tornatore, professeur à l'Université de Bourgogne.

Projet de thèse

ce sont sur les changements territoriaux suite à l'installation de collectifs en zones rurales ou urbaines que se centrent les études (Cognard 2010; Sencebe 2013).

Par ailleurs les collectifs parlent d'eux-mêmes : de leurs méthodes (Vercauteren, Müller, et Crabbé 2011; Picard 2016), de leurs expériences (Delprat 2013; Collectif Mauvaise Troupe 2014; Picard 2015; YA+K et Territoires Pionniers 2017), de leur dissolution (Le Pavé 2014), et ainsi constituent un corpus très important et variant dans les formes et formats de publication (récits, rapports, mémoires, analyses, manuels, bandes-dessinées, etc.). Les collectifs sont pour le moment toujours abordés comme « vecteur de », comme « explication à », ou comme « conséquence de ».

Ce qui me semble manquer à ces recherches ce sont de véritables ethnographies qui décrivent ces collectifs en tant qu'objet principal, pour eux-mêmes. L'originalité de mon projet de thèse est aussi de tenter de montrer qu'il y a une cohérence entre l'ensemble des éléments et caractéristiques explorés dans divers domaines disciplinaires. Si la catégorie « collectif autonome » s'avère pertinente, peut-être sera-t-il possible de montrer qu'il y a un sens et une raison au fait que l'action de ces collectifs a des effets sur la gouvernance, la construction de contre-pouvoir, l'institution de commun, la coproduction des savoirs etc.

Ma démarche d'enquête ethnographique et comparatiste sera nécessairement pluridisciplinaire, mobilisant l'approche instrumentale, la socio-économie du travail, la socio-histoire, les sciences politiques, la sociologie des mouvements sociaux, l'interactionnisme et la philosophie politique. La mobilisation de tant d'approches peut surprendre. Il me semble que cela résulte de deux constats. Premièrement le caractère a priori nouveau de ces formes de mobilisation induit un déficit de publication sur la question de ces « petits » collectifs autonomes pour eux-mêmes et, donc, le fait de ne pas savoir « par où les attraper » tant il y a de possibilités offertes. Résister à la tentation de les classer dans des catégories pré-existantes implique de remettre en question les fondements et les manifestations de celles-ci. Deuxièmement, et corrélativement au précédent constat, la nouveauté de ces mobilisations semble tenir au fait que la structure de la pensée et des activités développées dans ces collectifs définit les contours d'un nouveau paradigme qui reste à construire. Si c'est effectivement le cas cette thèse pourra contribuer à en poser quelques jalons dans un registre pluridisciplinaire, voire indisciplinaire (Suchet 2016). En revanche, si c'est un leurre ce travail montrera où, quand et comment les collectifs se fourvoient, ou bien se font rattraper par les logiques dominantes qu'ils tentent, pourtant avec sincérité et opiniâtreté, de combattre.

Enfin, la singularité de cette thèse tient aussi au fait qu'elle peut être considérée comme une partie du savoir produit sur, mais aussi depuis, avec et par ces collectifs autonomes dans les relations qui se tissent entre eux et les institutions, y compris universitaires. Elle pourrait presque faire partie du corpus d'étude elle-même...

Calendrier :

Avant le début officiel de la thèse : continuer à faire des revues de littérature et lectures ouvertes.

- Première année
 - récolte de données : lecture d'archives produites par les collectifs ; entretiens semi-directifs sur l'histoire individuelle et collective ; observation participante et observation distanciée sur les questions instrumentales ; entretiens opportunistes de personnes extérieures mais en contact avec les collectifs ; début des descriptions ethnographiques ; début des modélisations économiques.
 - Analyse de données : analyse instrumentale des outils récurrents d'un collectif à l'autre ; premières analyses d'entretiens semi-directifs ;
 - Restitutions : premières mises à l'épreuve auprès des collectifs ; comité de thèse.

Projet de thèse

- Objectifs : participation à au moins un séminaire en tant que communicant.
- Deuxième année :
 - récolte de données : Continuer et finir les entretiens semi-directifs internes aux collectifs, et des personnes extérieures aux collectifs, fin des entretiens lorsqu'aucune information nouvelle n'apparaît dans chaque catégorie ; poursuivre les ethnographies ; suite et fin des modélisations économiques.
 - Analyse de données : fin d'analyse des entretiens semi-directifs ; analyser les outils qui diffèrent d'un collectif à l'autre ; confrontation des ethnographies et des modèles économiques, mise en œuvre du comparatisme.
 - Restitutions ; mises à l'épreuve des collectifs et des grandes tendances de résultats ; comité de thèse ; début de rédaction de la thèse.
 - Objectifs : Participation à au moins un séminaire en tant que communicant ; rédaction et publication d'au moins un article dans une revue à comité de lecture.
- Troisième année :
 - Fin de la récolte de données : Fin des entretiens si des informations nouvelles apparaissent encore. Finalisation des ethnographies.
 - Analyse de données : finalisation des comparaisons dans les quatre axes de recherche.
 - Restitutions : finalisation de la thèse, composition du jury, dépôt et soutenance de thèse.
 - Objectifs ; rédaction et publication d'au moins deux articles dans des revues à comité de lecture ; préparation de la suite (inscription à des concours, recherche de financement etancements de projets de recherche affiliés à des laboratoires institutionnels et non-institutionnels).
- Durant tout le long de la thèse : travail bibliographique soutenu, tenu d'un journal de recherche, maintien au jour-le-jour d'une activité de rédaction de textes à caractère scientifique.

Bibliographie

- Archambault, Edith. 2002. « Le travail bénévole en France et en Europe ». *Revue française des affaires sociales*, n° 4: 11-36.
- Béguin, Pascal, et Pierre Rabardel. 2000. « Concevoir pour les activités instrumentées ». *Revue d'intelligence artificielle* 14 (1-2): 35-54.
- Bonny, Yves. 2014. « La recherche-action et la question de l'institution ». *RECHERCHE-ACTION et pertinence de la PRAXÉOLOGIE*, 15.
- Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action de Bourdieu*. Pierre (1996) Poche. ——. 1997. *Méditations pascaliennes : éléments pour une philosophie négative de Pierre Bourdieu*. Seuil.
- Brun, Jacques. 2002. « Champ social instrumentalisé et dérive associative ». *VST-Vie sociale et traitements*, n° 2: 8-13.
- Callon, Michel, et Bruno Latour. 2013. « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il? » In *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*, édité par Madeleine Akrich, 11-32. Sciences sociales. Paris: Presses des Mines. <http://books.openedition.org/pressesmines/1190>.

Projet de thèse

- Cefaï, Daniel. 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on: les théories de l'action collective*. Recherches . La bibliothèque du MAUSS. Paris: Découverte: M.A.U.S.S.
- Certeau, Michel de, Luce Giard, et Michel Certeau. 1980. *Arts de faire*. Nouvelle éd. L' invention du quotidien, Michel de Certeau; 1. Paris: Gallimard.
- Certeau, Michel de, Luce Giard, et Pierre Mayol, éd. 1990. *Habiter, cuisiner*. Nouvelle éd. revue et augmentée. L' invention du quotidien, Michel de Certeau; Luce Giard; Pierre Mayol; 2. Paris: Gallimard.
- Cervera-Marzal, Manuel, et Eric Fabri. 2015. *Autonomie ou barbarie: la démocratie radicale de Cornelius Castoriadis et ses défis contemporains*. Neuvy-en-Champagne: Le Passager Clandestin.
- Cingolani, P. 2014. *Révolutions précaires: Essai sur l'avenir de l'émancipation*. L'horizon des possibles. LA DECOUVERTE. <https://books.google.fr/books?id=RHpNBQAAQBAJ>.
- Citton, Yves. 2010. *Mythocratie: storytelling et imaginaire de gauche*. Paris: Editions Amsterdam.
- . 2014. *Pour une écologie de l'attention*. La couleur des idées. Paris: Seuil.
- Cognard, Françoise. 2010. « “ Migrations d'agrément” et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises: de la recomposition sociale au développement territorial. L'exemple du Diois, du Morvan et du Séronais ». Université Blaise Pascal-Clermont-Ferrand II. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00675737/>.
- Collectif Mauvaise Troupe. 2014. *Constellations: Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*. Paris: Editions de l'Eclat.
- Coriat, Benjamin, et Michel Bauwens. 2015. *Le retour des communs: la crise de l'idéologie propriétaire*. Paris: Liens qui libèrent.
- Dardot, Pierre, et Christian Laval. 2014. *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris: La Découverte.
- Delprat, Etienne. 2013. *Système DIY: faire soi-même à l'ère du 2.0*. Paris: Galimard.
- Dussuet, Annie, et Erika Flahault. 2010. « Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif? » *Formation emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 111 (septembre): 35-50.
- Eynaud, P., M. Juan, et D. Mourey. 2015. « L'art et la gouvernance en partage ». In *Gouvernance: entre diversité et normalisation*, par P. (dir.) Eynaud, Dalloz.
- Faverge, J. 1970. « L'homme agent d'infirmité et de fiabilité du processus industriel ». *Ergonomics* 13 (3): 301-27.
- Feller, Paul, Fernand Tourret, et Philippe Schlienger. 2004. *L'outil*. 2e éd. Paris: EPA Editions.
- Ferraton, Cyrille. 2007. *Associations et coopératives: une autre histoire économique*. Collection « Sociétés en changement ». Ramonville Saint-Agne: Erès.
- Foucault, Michel. 1993. *Surveiller et punir: Naissance de la prison*. Paris: Gallimard.
- Foucault, Michel, et Michel Foucault. 1997. *La volonté de savoir*. Histoire de la sexualité, Michel Foucault; 1. Paris: Gallimard.
- Gaulejac, Vincent de, et Michel Legrand. 2010. *Intervenir par le récit de vie*. Paris: diffusion] Cairn.info.
- Glaser, Barney G., et Anselm L. Strauss. 1967. *Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. New Brunswick: AldineTransaction.
- Guattari, Félix. 1989. *Les trois écologies*. Nachdr. Collection L'Espace critique. Paris: Galilée.
- Guattari, Félix, et Stéphane Nadaud. 2014. *Qu'est-ce que l'écologie?* Paris: Lignes.
- Hoare, George, et Nathan Sperber. 2013. *Introduction à Antonio Gramsci*. <http://www.cairn.info/introduction-a-antonio-gramsci--9782707170101.htm>.
- Lascoumes, Pierre, et Patrick Le Galès, éd. 2004. *Gouverner par les instruments*. Gouvernances. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Le Pavé, Scoop. 2014. « Manifeste d'autodissolution et de réinvention ».

- http://www.scoplepave.org/IMG/pdf/le_manifeste_version_du_12_mai-1.pdf.
- Les chercheurs ignorants, et Dominique Blin, éd. 2015. *Les recherches-actions collaboratives: une révolution de la connaissance*. Rennes: Presses de l'École des hautes études en santé publique.
- Marin, Pascal. 2011. « Un récit de vie peut-il être vrai? » *Revue des sciences philosophiques et théologiques* 95 (3): 601-17.
- Marx, Karl, et Friedrich Karl Engels. 2012. *L'Idéologie allemande*. Millau: Les Editions sociales.
- Muniesa, Fabian, et Michel Callon. 2008. « La performativité des sciences économiques ». https://hal-ensmp.archives-ouvertes.fr/docs/00/25/81/30/PDF/WP_CSI_010.pdf.
- Negri, Antonio, et Michael Hardt. 2012. *Commonwealth*. Paris: Stock.
- Nez, Héloïse. 2011. « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris ». *Sociologie* 2 (4): 387-404. doi:10.3917/socio.024.0387.
- Nicolas-Le Strat, Pascal. 2007. *Expérimentations politiques*. 2. ed. Montpellier: Fulenn.
- . 2009. *Moments de l'expérimentation*. Montpellier: Fulenn.
- . 2014. *Une sociologie des activités créatives-intellectuelles: parcours d'une recherche, trajectoire d'un chercheur (1996-2012)*. Sainte-Gemme: Presses Universitaires de Sainte Gemme.
- . 2016. *Le travail du commun*. Saint-Germain-sur-Ille: Editions du Commun.
- Noël, Olivier. 2012. « De la reconnaissance d'un problème commun à la construction d'un projet partagé ». Note pour le groupe travail « Discrimination » FCSF.
- Ostrom, Elinor, et Révision scientifique: Laurent Baechler. 2010. *La gouvernance des biens communs: Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. 1^{re} éd. Bruxelles: Commission Université Palais.
- Picard, Sylvain. 2015. « Outiller l'autonomie, instituer le commun Une expérience collective explorée par un de ses acteurs (L'exemple du collectif des MutinEs) ». Mémoire de Master 1. Montpellier: Univ Paul Valéry. <http://corpus.fabriquesdesociologie.net/>.
- . 2016. « La coproduction des savoirs, considérations méthodologiques et épistémologiques de la recherche-action dans des collectifs autonomes ». Mémoire de Master 2. Saint-Denis: Univ Paris 8 Saint-Denis. [http://public.lesMutinEs.fr/Alterlabo/sylvain écrit/La coproduction des savoirs, considérations méthodologiques et épistémologiques - Sylvain Picard\(1\).pdf](http://public.lesMutinEs.fr/Alterlabo/sylvain%20écrit/La%20coproduction%20des%20savoirs,%20consid%C3%A9rations%20m%C3%A9thodologiques%20et%20%C3%A9pist%C3%A9mologiques%20-%20Sylvain%20Picard(1).pdf).
- Poignant, Pierre. 2015. *Salut beatnik! Une communauté hippie en Ariège: roman, et quelques nouvelles*. Lescure: Pierre Poignant.
- Przeworski, Adam, et Henry Teune. 1982. *The logic of comparative social inquiry*. Malabar, Fla: R.E. Krieger Pub. Co.
- Rabardel, Pierre. 1995. *Les hommes et les technologies; approche cognitive des instruments contemporains*. Armand Colin. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01017462>.
- . 1999. « Le langage comme instrument? Elément pour une théorie instrumentale étendue. » In *Avec Vygotski*, par Yves Clot, La Dispute. Paris.
- Rancière, Jacques. 1987. *Le maître ignorant cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*. Paris: Fayard.
- . 2012. *La méthode de l'égalité*. Montrouge: Bayard Culture.
- Rifkin, Jeremy, Françoise Chemla, et Paul Chemla. 2014. *La nouvelle société du coût marginal zéro: L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*. Babel.
- Sencebe, Yannick. 2013. « Quand la défense de la terre nourricière s'invite au coeur des villes: Empaysannement de luttes urbaines: l'exemple du Potager Collectif des Lentillères ». *Pour* 220 (4): 327. doi:10.3917/pour.220.0327.
- Simondon, Gilbert. 2012. *Du mode d'existence des objets techniques*. Paris: Editions Aubier.
- Souchard, Nadine, et Yves Bonny. 2015. « La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile ». http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/article_souchard-bonny_mars_2015.pdf.

Projet de thèse

- Steiner, Anne. 2016. « Vivre l'anarchie ici et maintenant: milieux libres et colonies libertaires à la Belle Époque ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 133: 43-58.
- Stengers, Isabelle. 2002. *Sciences et pouvoirs: la démocratie face à la technoscience*. Paris: La Découverte.
- Stengers, Isabelle, et William James. 2013. *Une autre science est possible!: manifeste pour un ralentissement des sciences*. Les empêcheurs de penser en rond. Paris: La Découverte.
- Strum, Shirley, et Bruno Latour. 2013. « Redéfinir le lien social : des babouins aux humains ». In *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*, édité par Madeleine Akrich et Michel Callon, 71-86. Sciences sociales. Paris: Presses des Mines.
<http://books.openedition.org/pressesmines/1192>.
- Suchet, Myriam. 2016. *Indiscipline !: tentatives d'université à l'usage des littégraphistes, artistotechniciens et autres philopraticiens*.
- Tchernonog, Viviane. 2012. « Le secteur associatif et son financement ». *Informations sociales* 172 (4): 11-18.
- Theys, Jacques. 2002. « La Gouvernance, entre innovation et impuissance ». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, n° Dossier 2 (novembre). doi:10.4000/developpementdurable.1523.
- Vercauteren, David, Thierry Müller, et Olivier Crabbé. 2011. *Micropolitiques des groupes: pour une écologie des pratiques collectives*. Paris: Prairies ordinaires.
- Vigour, Cécile. 2005. *La comparaison dans les sciences sociales: pratiques et méthodes*. Guides Repères. Paris: Découverte.
- YA+K, collectif, et Territoires Pionniers. 2017. *Produire le territoire autrement Architectes en résidence, Avranches 2016*.